

Valls et Hamon confrontés aux difficultés de l'après

Le premier frappe en vain à la porte de Macron, le second ne peut rien sans une entente avec Mélenchon

Leurs défaites respectives ont fait de Manuel Valls et de Benoît Hamon deux faux jumeaux du Parti socialiste. Le premier a été sèchement battu, fin janvier, au premier tour de la primaire organisée par feu La Belle Alliance populaire ; le second a été balayé, le 23 avril, lors du premier tour de l'élection présidentielle, repoussé à la cinquième place avec le plus mauvais score pour un socialiste depuis Gaston Defferre en 1969.

L'un et l'autre, désormais, sont confrontés à la même question : et maintenant, que faire ? Comment, à 54 ans pour le Catalan et à 49 ans pour le Breton, et alors que leurs vies politiques ne sont pas terminées, rebondir après de telles déconvenues personnelles ? L'ancien premier ministre et l'ex-ministre de l'éducation nationale sont d'accord sur un point : leur avenir respectif ne peut plus s'inscrire dans le PS tel qu'il a existé jusqu'à présent, et tel que sa direction actuelle tente de le maintenir dans un coma artificiel, en espérant un hypothétique réveil en juin lors des élections législatives.

« Le PS va mourir », prophétise Manuel Valls en privé. « Le PS ne peut plus continuer comme aujourd'hui », confie Benoît Hamon devant ses interlocuteurs. Mais pas question pour les deux de le quitter pour autant. Pas dans l'immédiat, en tout cas.

Avant même les résultats du premier tour, Manuel Valls avait choisi d'emboîter le pas à Emmanuel Macron. En appelant à voter pour le candidat d'En marche ! dès avant le 23 avril – un appel réitéré depuis pour le second tour –, l'ancien chef du gouvernement

avait renié sa parole publique de soutenir le vainqueur de la primaire à gauche ; il avait fait un pari sur l'après. « Je ne suis demandeur de rien », assure-t-il. En réalité, M. Valls compte en retirer un bénéfice dans les semaines qui viennent.

Candidat aux législatives dans l'Essonne, il espère que son soutien affiché au favori de la présidentielle lui permettra d'être réélu dans sa circonscription. Un moyen pour lui de participer à la future recomposition du paysage politique, en devenant la tête de pont d'un groupe parlementaire dans la prochaine Assemblée nationale, qui viendrait en appui de la majorité présidentielle de M. Macron. « Valls rêve de faire ce qu'a fait Bayrou avec Macron : négocier avec lui dès les législatives la constitution d'un groupe à l'Assemblée et être une des composantes de la future majorité », analyse un cadre du PS.

Sauf que, pour l'instant, M. Valls a beau frapper à la porte de M. Macron avec en gage son hypothétique « maison des progressistes », ce dernier ne lui ouvre pas. « Valls, on n'en veut pas, on n'a pas besoin de lui », tranche un proche du candidat d'En marche !

Diagnostic de clarté

L'ex-premier ministre n'écarte pas une possible évolution de la situation entre le 8 mai, lendemain de la présidentielle, et le 19 mai, date butoir pour le dépôt des candidatures aux législatives. « Jusqu'à son élection, Macron ne peut pas envoyer de signes, veut croire un proche de M. Valls. Ensuite, il pourrait y avoir un dia-

logue, pas pour un accord général entre En marche ! et le PS, mais pour des accords au cas par cas avec des socialistes. »

Quoi qu'il arrive, l'ancien chef du gouvernement pense qu'il vaut mieux se présenter très tôt comme un candidat socialiste compatible avec le futur exécutif, tant les perspectives aux législatives sont sombres pour un PS autonome. « Si le message du PS dans la campagne, ce sera de dire aux électeurs "votiez socialiste pour sauver le PS", on se fera laminer parce que les Français s'en fichent du PS. Mieux vaut que cha-

que candidat soit clair dès le départ en disant qu'il soutiendra Macron ou qu'il sera dans l'opposition », prédit un député proche de M. Valls.

Benoît Hamon partage ce diagnostic de clarté, mais le député des Yvelines n'en tire pas la même conclusion. Lui n'entend pas participer à une future majorité pro-Macron. Au contraire, il prévoit de s'inscrire en opposant de gauche au fondateur d'En marche ! Mais, investi par le PS, il reste mystérieux sur ses intentions réelles aux législatives.

Une partie de ses proches le pousse en effet à poursuivre sur sa lancée de la présidentielle pour

Comment rebondir après ces déconvenues personnelles alors que leurs vies politiques ne sont pas

terminées ?

dessiner, dès la campagne de juin, les contours d'une formation réunissant des socialistes et des écologistes, voire des communistes, qui pourrait se détacher à terme

de l'arbre du PS. L'objectif serait de présenter sous ce label des candidats dans au moins cinquante circonscriptions et atteindre le seuil de 1 % des suffrages exprimés, pour toucher les subventions de l'Etat et se constituer un magot financier pour l'après.

« Spectre électoral commun »

« Pour l'instant, Hamon réfléchit. Il n'a pas dit non, mais il n'a pas dit oui non plus », résume un des socialistes à l'origine de ce plan. Mais difficile pour l'ancien frondeur d'imaginer un futur possible en marge du PS sans passer par une discussion avec Jean-Luc Mélenchon, devenu un acteur in-

contournable de la recomposition de la gauche française depuis son score à la présidentielle. « On est obligé de parler avec Mélenchon, il a fait trois fois plus de voix que nous sur un spectre électoral commun. On ne peut pas faire comme s'il n'existait pas », reconnaît un hamoniste.

MM. Valls et Hamon sont donc confrontés à la même difficulté : ils ne sont pas maîtres de leur propre réinvention, et doivent conjuguer, l'un comme l'autre, avec des leaders – M. Macron et Mélenchon –, qui entendent bouleverser le paysage politique, mais sans eux. ■

BASTIEN BONNEFOUS

PRÉSIDENTIELLE

Jean Lassalle votera blanc au second tour
Jean Lassalle, président de Résistons !, qui a recueilli 1,21 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle, a annoncé, vendredi 28 avril dans un communiqué, qu'il voterait

blanc au second tour. « Notre histoire ne nous condamne pas à choisir entre l'hystérie et l'hystérie », estime le député des Pyrénées-Atlantiques et maire de la commune de Lourdiès-Ichère, voyant le vote blanc comme « un appel à la résistance ».

RECTIFICATIF

Une erreur malencontreuse, dans l'article « Christian Estrosi, baron de Nice, ville à part » (*Le Monde* daté du 28 avril) nous a fait écrire que Marine Le Pen était arrivée en tête au soir du premier tour de l'élection présidentielle dans les Alpes-

Maritimes avec dix-neuf points de plus qu'en 2012. Il ne s'agit en réalité que de 4,24 points supplémentaires.

La gauche européenne sonne l'alarme

Les partis socialistes d'Europe s'interrogent après la déroute de Benoît Hamon

BRUXELLES - bureau européen

La performance catastrophique de Benoît Hamon au premier tour de la présidentielle consterne une gauche social-démocrate européenne déjà marquée par ses récents revers au Royaume-Uni, en Grèce et aux Pays-Bas, ses difficultés en Espagne ou la démission de Matteo Renzi en Italie, après l'échec de son référendum. L'effondrement du PS français ponctue une série que la mise en place du gouvernement de Stefan Löfven, fin 2014, en Suède, ou l'accession au pouvoir d'une coalition (minoritaire) de socialistes et d'indépendants au Portugal ne suffisent pas à égayer. Seul le SPD, emmené par Martin Schulz, offrira enfin, espèrent les sociaux-démocrates, une bonne surprise en septembre, lors des élections fédérales allemandes.

A quoi attribuer la lourde défaite du PS ? « C'est la revanche de l'histoire, diagnostique l'eurodéputé social-démocrate allemand Jo Leinen. En 2005, le PS s'était divisé entre partisans du oui et du non à la Constitution européenne. Le climat en son sein, notamment sur l'Europe, n'a cessé de grandir et, comme d'habitude, les électeurs ont fini par préférer l'original à la copie, à savoir Mélenchon... »

« Dès le moment où les électeurs potentiels étaient tiraillés entre Mélenchon et Macron, la situation du candidat était plus que difficile,

d'autant que les sondages incitaient au vote utile », estime de son côté le Belge Paul Magnette, ministre-président de la Wallonie et ex-président intérimaire du PS francophone. Il prédit, en tout cas, « cinq années très difficiles » à un PS français qui devra, selon lui, « réaffirmer une identité forte » tout en s'incarnant encore en possible parti de gouvernement. « La social-démocratie a deux pôles et se perdrait à ne vouloir être que l'un ou l'autre », explique M. Magnette, dont le parti est également soumis à la pression d'une gauche radicale, le Parti du travail de Belgique (PTB), très proche du mouvement La France insoumise.

« L'impuissance des politiques »

« Le grand problème de la gauche social-démocrate, c'est surtout la fragmentation du paysage politique, estime l'eurodéputé travailliste néerlandais Paul Tang. Les gens s'enferment désormais dans leur groupe, leurs propres convictions, ce qui rend les choses très complexes pour les grandes formations populaires traditionnelles. » Le parti de M. Tang, le PVDA, est tombé de 24,8 à 5,7 % lors des législatives, en mars. Supplanté par la Gauche verte du jeune dirigeant Jesse Klaver et attaqué tant par une gauche eurosceptique que par un centre libéral et des formations communautaristes.

Dans la Flandre belge voisine, les socialistes sont désormais exclus

des niveaux fédéral et régional et sont, eux aussi, supplantés par les écologistes, après quelque trente années quasi ininterrompues au pouvoir. « A gauche aussi, il y a un souhait évident d'un changement radical, d'un remède à l'impuissance des politiques, analyse le politologue Marc Hooghe, de l'Université catholique de Leuven. Or, les socialistes forment traditionnellement un parti de ce système, respectueux des institutions. »

Sur la pauvreté, le chômage, le travail, les retraites, leurs thèmes de prédilection, les sociaux-démocrates européens sont attaqués sur leur flanc gauche par des formations comme La France insoumise, Podemos en Espagne ou le PTB en Belgique.

L'Europe est un autre sujet complexe pour cette gauche « classique » en plein questionnement. « Un problème pour nous tous, qui en sera un aussi pour Macron », souligne M. Tang. « L'enjeu pour la gauche gestionnaire c'est désormais de combiner un agenda social

fort avec l'ouverture sur le monde et l'Europe », indique M. Leinen. Pour l'élu allemand, la situation du PS français n'est pas très différente de celle d'autres partis : il doit gagner la compétition avec de nouveaux rivaux de gauche tout en intégrant un électorat plus « centriste ». « Cela a été l'intuition de Macron », estime M. Leinen.

Le PS francophone belge de M. Magnette est, lui, parvenu jusqu'ici à conserver, bon gré mal gré, un électorat ouvrier qu'il combine avec des fonctionnaires, des diplômés, des créatifs, des intellectuels. Il est toutefois lui aussi soumis à la pression d'une gauche radicale qui profite surtout du fait que plusieurs mandataires du PS sont, à nouveau, au cœur de scandales politico-financiers. Là comme ailleurs, le clash entre les « élites » et le « peuple » menace.

Démocratie, justice sociale, société inclusive : ces thèmes classiques de la social-démocratie peuvent-ils encore passer la rampe ? Au sein de la gauche européenne elle-même, on paraît en douter. « Nous n'avons pas su capitaliser sur notre critique du néolibéralisme, avoue un cacique de l'Internationale socialiste, qui réclame l'anonymat. Nous avons su partager les fruits de la croissance, pas élaborer une alternative pour les perdants de la mondialisation ou ceux qui vivent mal les évolutions du monde moderne. » ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

« Les électeurs ont fini par préférer l'original à la copie, à savoir Mélenchon... »

JO LEINEN
eurodéputé allemand